



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Dénucléariser le Monde

L'attaque lancée par Israël contre l'Iran, appuyée par les bombardements états-unis, a une nouvelle fois plongé le Moyen Orient dans une guerre meurtrière pendant que se poursuit le génocide à Gaza et l'épuration ethnique de la Cisjordanie. Après 12 jours d'affrontements, la trêve – dictée par Trump à coups de « tweets » – reste fragile. Le risque d'une reprise de la guerre demeure. Certes, le régime en place à Téhéran est une dictature théocratique pour qui nous n'avons aucune sympathie. Mais l'agression armée contre un État souverain est une violation flagrante du droit international. Israël et les États Unis – et leurs soutiens occidentaux – viennent de faire perdre, aux yeux du reste du Monde, le peu de crédibilité qui restait à l'ONU et à sa Charte pour le règlement des conflits.

Au delà de cette funeste constatation, en ciblant systématiquement et massivement les sites nucléaires iraniens, Israël et les États Unis ont pris le risque de provoquer une dissémination de matières radio-actives et de contaminer durablement les populations environnantes. **C'est un tabou qui vient de tomber.** Les États Unis ont utilisé des bombes de plus de 13 tonnes capables de s'enfoncer à 60 m sous terre ainsi que des munitions susceptibles de comporter de l'uranium appauvri (missiles Tomahawk). La prudence est de mise quant aux annonces comme quoi il n'y aurait pas eu d'augmentation des niveaux de radiation sur les sites bombardés.

Jusqu'à quand l'Humanité va-t-elle tolérer qu'une poignée de puissances dotées de l'arme atomique – États Unis, Russie, France, Grande Bretagne, Chine, Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord – fasse régner cette logique de terreur sur le Monde ? L'éradication de ces armes est d'une brûlante actualité. Plus que jamais la mobilisation des peuples doit se développer pour la généralisation du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires, déjà ratifié par 73 États (mais pas la France qui continue à moderniser son arsenal).

ENSEMBLE ! : oser le dépassement !



Les 21 et 22 juin 2025, L'**APRES** tenait son premier congrès constitutif. 160 délégué-es étaient présent-es. Le 22 juin, était également officialisée la constitution d'une organisation commune avec **ENSEMBLE !**, impliquant un gros travail de mise en œuvre.

Le vocable L'**APRES** est maintenu mais devient « L'Alliance... ». Et un sous-titre

rend compte de cette construction complémentaire : « *Ensemble pour l'unité à gauche* » (ou « *l'unité du Nouveau Front populaire* »), traduisant un projet pluraliste commun. Reste à imaginer un logo attrayant.

Le moment du congrès qui a lancé l'organisation commune s'est déroulé comme nous avions souhaité conjointement. Ce n'était pas l'annonce d'une « *fusion-intégration* » comme l'avait acceptée nos camarades de GDS, mais un accord de construction. Les délégués-es du congrès ont accueilli ce projet par des applaudissements nourris. Les deux drapeaux virevoltaient sur la tribune. Mais tout est à faire. Nos organisations ont le même projet politique, mais des traditions différentes.

Ce dépassement **d'ENSEMBLE !** nous le souhaitons depuis longtemps. En 2022, notre organisation enregistrait une scission (GES) vers la France insoumise. Tout en nous engageant dans la NUPES, nous avons écrit : « *le dépassement d'ENSEMBLE ! reste d'actualité pour construire une force large de la gauche alternative (anticapitaliste, féministe, écologiste et autogestionnaire). Ce dépassement ...peut s'envisager avec d'autres courants politiques également percutés par la nouvelle situation, mais aussi avec les forces citoyennes, associatives syndicales et ce à l'échelle du territoire.* » Nous étions lucides : « *nous avons atteint un seuil critique en termes de forces et de visibilité, et donc de crédibilité* ».

Nous nous sommes divisés sur la France insoumise, parce que même incontournable, elle n'exprime pas à elle seule la richesse de toutes les traditions à gauche. Après le mouvement social de 2023, qui a symbolisé l'union, nous avons initié un dialogue avec des responsables de LFI cherchant une autre voie. Avant même les purges violentes contre celles et ceux qui osaient débattre, des député-es osaient poser la question du « *dépassement* » du cadre de LFI qu'ils/elles avaient contribué à construire. Une volonté de créer du nouveau est donc apparue, il fallait la saisir. Nous l'avons fait avec GDS, mais aussi avec Génération.s, avec Picardie Debout, et nous espérons que le dialogue constructif va s'amplifier. Le temps presse.

L'union est la première porte à ouvrir, mais elle ne suffit pas. Le peuple de gauche, qui s'est donné à fond en juillet 2024, est en colère contre les « *chefs à plume* ». Il y a besoin d'un souffle nouveau, d'un projet qui redonne du sens, dans un monde politique dominée par la brutalité, les haines, le mépris des personnes. Le trumpisme conduit au chaos. Vaincre le néofascisme, c'est lui opposer une gauche qui parle au cœur et donne envie.

Un très grand travail politique nous attend.

Unoc3 : mensonges d'État, fiasco diplomatique, toutes petites avancées

Le sommet des océans de Nice (UNOC3 – 9 au 13 juin), présenté comme historique par Macron et Estrosi, est jugé comme un échec par les associations et ONG présentes. Les résultats ont été si maigres que le sommet s'est terminé avec 24h d'avance, avec l'approbation significative des lobbies de la pêche industrielle. Les principaux sujets abordés étaient la ratification du Traité international pour la protection de la biodiversité en haute mer (BBNJ), les aires marines protégées (AMP), la pollution plastique, l'interdiction de la pêche au chalut et l'exploitation des fonds marins.

Malgré l'esbrouffe et le tapage médiatique, l'objectif diplomatique initial du duo Macron-Estrosi de faire ratifier par 60 états le Traité international, en date de ...2022, a échoué au port, avec seulement 51 États présents. La ratification est donc reportée de quelques mois, ouvrant la voie à la première COP de la haute mer en 2026. Cependant, ce traité est d'une importance relative, car 90% des captures mondiales sont effectuées dans les eaux sous souveraineté nationale -et 99% pour les captures des chalutiers de fond-.

Les AMP, dont beaucoup tolèrent le chalutage, ont été au cœur d'un mensonge d'État. L'ONG Bloom a révélé que l'engagement de la France à créer 4% de zones sans chalutage de fond dans ses eaux métropolitaines était faux : ces zones étaient déjà interdites au chalutage depuis plusieurs années ! Malgré cela, pressions et menaces contre cette ONG ont continué, avec l'interdiction du bateau de Greenpeace d'accoster à Nice et la répression contre des militant-es.

Les AMP sortent peu renforcées par les décisions de l'UNOC3. Avec l'engagement d'une dizaine d'États en plus, les eaux protégées atteindraient 10% de la surface maritime mondiale, loin de l'objectif de 30% fixé par la COP 15 de la biodiversité pour 2030.

Contre l'exploitation commerciale des fonds marins (64% des océans), seulement 4 états de plus se sont engagés pour un moratoire, portant le total à 37 États, dont seule une partie, incluant la France, est pour l'interdiction de l'exploitation des minerais rares du fond de l'océan. Pour les autres, ce moratoire n'est synonyme que de « pause de précaution ».

La pollution plastique n'a été l'objet que d'un appel de 96 États pour un traité ambitieux... sans suite concrète.

Seuls auront été à la hauteur des enjeux, non pas la France, mais le Royaume-Uni - interdiction du chalutage de fond dans la moitié de ses AMP - les îles Samoa - 9 nouvelles AMP - et la Polynésie - création d'une AMP de plus de 5 millions de km2 dont 20% strictement sans aucune activité de pêche- pour protéger leurs eaux.

Malgré ses piètres résultats, ce sommet a été une expression de multi-latéralisme, il a permis à des milliers de chercheurs et de chercheuses du monde entier de renforcer des liens précieux et aux peuples autochtones d'exprimer leurs exigences ignorées des pays du Nord. Ces exigences ont été aussi exprimées par le rassemblement citoyen VI-VA! : suppression immédiate des subventions à la pêche industrielle pour une transition vers une pêche artisanale, mise en œuvre concrète et financée de 30% d'AMP d'ici 2030 et moratoire immédiat sur l'exploitation minière des fonds marins.

Dès le 7 juin sur la Promenade des Anglais, la Marche bleue, avec un millier de participant-es (dont une moitié de « locaux/locales ») avait exprimé ces exigences et d'autres encore pour sauver les océans et le climat.



Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature,

Non à la guerre d'Israël et des États-Unis contre les peuples de la région !

Extraits de la Tribune proposée par Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran



L'administration Trump vient de rejoindre la guerre déclenchée par l'État colonialiste et criminel d'Israël contre la République Islamique d'Iran. Cette guerre mène le Moyen-Orient vers le précipice.

Cette guerre illégitime et illégale au regard du droit international est le résultat direct de l'impunité dont bénéficie Netanyahu et son gouvernement suprémaciste. La même impunité qui, malgré le mandat d'arrêt international dont il fait l'objet, lui permet de poursuivre le génocide à Gaza. C'est cette immunité qui permet à l'État d'Israël d'occuper une partie du Liban et de la Syrie. Invoquant le « droit de se défendre », l'État d'Israël a intensifié sa politique permanente visant à massacrer les Palestinien-nés pour aboutir à un génocide.

L'affrontement militaire entre une puissance surarmée, soutenue par son parrain étasunien, et la République Islamique d'Iran, un État dictatorial qui se maintient depuis plus de 46 ans par la répression et la terreur, est un désastre pour les peuples.

À l'abri derrière le parapluie militaire et politique occidental, l'État d'Israël entend écraser l'Iran, soumettre les pays environnants, garder

le monopole de l'arme nucléaire et devenir la principale puissance de la région. Une puissance coloniale et occidentale dominant les pays et les peuples depuis la rive Sud de la méditerranée jusqu'au détroit d'Ormuz....

Nétanyahou et la fuite en avant meurtrière

Dans sa fuite en avant belliciste, le gouvernement de Benjamin Nétanyahou s'en prend aujourd'hui à l'Iran en prétendant se défendre contre une hypothétique menace nucléaire. Cela alors même que l'État d'Israël n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire et qu'il ne rend aucun compte concernant son propre arsenal nucléaire.

Nétanyahou a ouvert un nouveau front alors que son gouvernement était de plus en plus impopulaire, y compris en Israël. Il a déclenché cette nouvelle guerre alors que le mouvement mondial de contestation contre le génocide en cours à Gaza s'amplifie, que des initiatives citoyennes et militantes pour briser le blocus imposé à Gaza se sont multipliées ces derniers temps (...)

L'intégralité de cette tribune est à retrouver sur le site de SSTI :

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/Tribune2_site.pdf

Pour en savoir plus sur SSTI :

http://www.iran-echo.com/qui_sommes_nous.html